

LIBÉRER L'AGRICULTURE DU CAPITALISME

Dans l'agriculture, les crises qui se succèdent créent des dérèglements, du chaos, pour les paysanEs eux et elles-mêmes d'abord, pour les consommateurEs et pour l'environnement. Comme la nuée porte l'orage, le système capitaliste porte dans ses gènes des cycles de perturbations, son lot de misère et de destructions. Il ne peut survivre qu'en mettant en concurrence, en éliminant, en produisant toujours plus, dans le seul but d'amasser des profits toujours plus gros. Il faut en sortir!



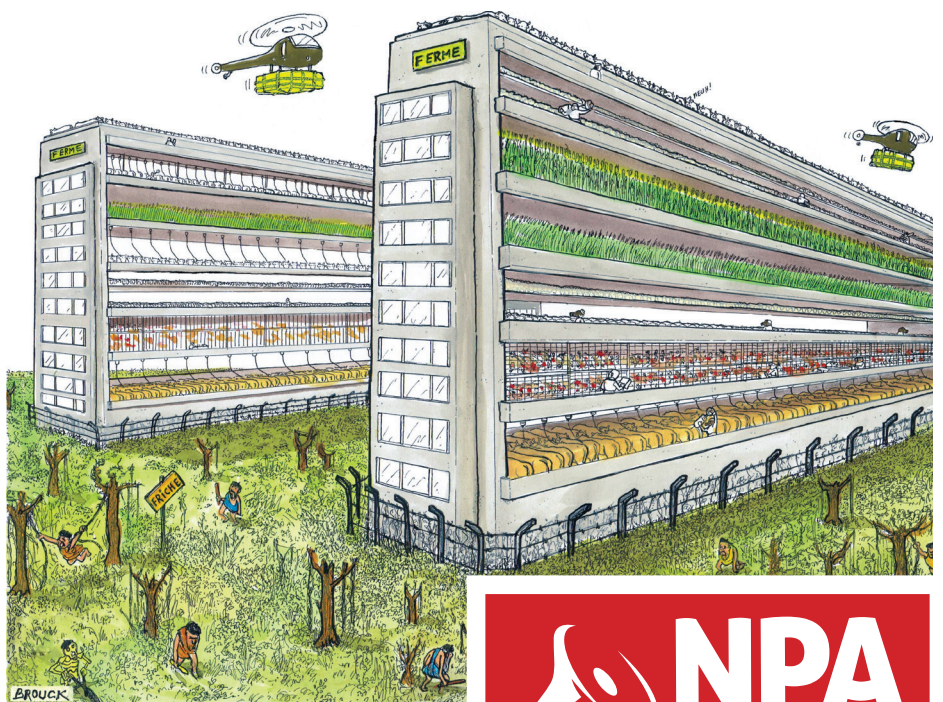
Le NPA fait des propositions pour en finir avec l'agriculture intensive, productiviste, industrielle, dopée à la chimie. Il veut défendre une agriculture qui renoue avec ses fondamentaux: nourrir sainement et suffisamment la population de manière diversifiée et en tenant compte des saisons, permettre aux paysanEs de vivre correctement de leur travail avec un vrai revenu, mais aussi lutter contre le réchauffement climatique et participer à l'aménagement des territoires. Nous voulons en discuter avec les premierEs concernéEs.

DES MESURES D'URGENCE

Les exigences portées par les syndicalistes et que nous soutenons – accès à la prime d'activité et au RSA, déclenchement automatique de l'instruction pour les autres aides (logement, santé, allocations familiales, aides d'urgences, tarifs sociaux...), accès à un service de remplacement gratuit... – illustrent les situations de détresse et de pauvreté que vivent les paysanEs victimes de la crise.

**IL N'Y A AUCUNE RAISON
POUR QU'À QUALIFICATION
ÉGALE UN.E PAYSAN.E GAGNE
MOINS QU'UN.E SALARIÉ.E**

Un revenu minimum rémunérant dignement la production et les autres services,



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SCANDALES SANITAIRES

Les scandales sanitaires sont les symptômes du système agroalimentaire productiviste et capitaliste. Après celui de la vache folle (1996), du poulet à la dioxine (1999), des gâteaux aux matières fécales (2012), des lasagnes à la viande de cheval (2013), du lait aux salmonelles (2017), un nouveau scandale sanitaire :

Les œufs contaminés au fipronil

Cet insecticide normalement interdit dans les aliments a été retrouvé dans les œufs dans 34 pays dont 23 en Europe. Ce scandale n'est pas seulement celui de la filière œuf, c'est bien celui de l'Europe libérale et de tout le système de l'agro-industrie où les entreprises préfèrent leur chiffre d'affaires aux règles sanitaires. Pourquoi se gêneraient-elles puisque les États, au nom de la compétitivité et de la performance économique, se rendent coupables de laxisme voire de complicité avec ces entreprises. En fin de chaîne, les industriels préfèrent importer des œufs à la qualité incertaine, pour baisser les prix d'achat. Le 25 août, le ministère de l'agriculture reconnaissait la présence d'un autre insecticide interdit, l'amitraze. L'affaire est loin d'être terminée.

reconnaissant la qualification, doit être garanti.

Il faut aussi des mesures comme des moratoires sur les dettes qui acculent au désespoir les petits et moyens exploitantEs, des prix garantis et des quotas de production...

Des mécanismes d'encadrement des prix, de stockage et de contingentement des productions avec un plafonnement des quotas par personne, permettraient d'ajuster la production à la demande alimentaire et de rompre la spirale infernale qui conduit à devoir produire toujours plus pour tenter de survivre.

IL N'Y A PAS À CHOISIR ENTRE LA QUALITÉ DE VIE ET DE TRAVAIL DES AGRICULTEUR.E.S ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'accès facilité au crédit et les aides doivent être réorientées pour l'amélioration du respect de l'environnement, la préservation des ressources, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail. Les zones difficiles doivent être privilégiées pour favoriser une occupation harmonieuse de l'espace rural. Les circuits courts et

les filières autogérées comme les AMAP et les vraies coopératives doivent aussi être soutenues.



NE LAISSONS PLUS LES MULTINATIONALES DICTER LEUR LOI

Nous exigeons l'interdiction des OGM et l'abrogation de la réglementation sur les semences, l'application immédiate, effective, du principe de précaution sur les risques sanitaires liés à l'utilisation des produits dits phytosanitaires, une réorientation des programmes de recherche et de l'enseignement agricole vers la vraie agroécologie, qui n'est pas le verdissement que promeut le gouvernement.

LA TRANSPARENCE ET LA DÉMOCRATIE DANS LA GESTION DU FONCIER DOIVENT S'IMPOSER

À l'opposé des choix actuels qui privilégient systématiquement l'agrandissement des exploitations au détriment de l'installation et des pratiques alternatives.

De même, il faut combattre les grands projets inutiles et destructeurs – autoroutes, aéroports, LGV, parcs de loisirs, centres commerciaux, barrages... – qui détruisent chaque année des terres agricoles. Grâce à l'unité très large et à la détermination des paysan·nes, des occupant·es, des riverain·es, des défenseur·es de l'environnement et de la biodiversité... il est possible de gagner comme le prouve la magnifique lutte de Notre-Dame-des-Landes.

Les salarié·es de l'agriculture, des industries de l'agroalimentaire et de la grande distribution subissent aussi le coût social et sanitaire de cette course au profit, leurs droits doivent être renforcés, contre les licenciements, la précarité, les atteintes à leur vie et à leur santé...

Ces réponses indispensables sont en totale rupture avec le libre-échange des CETA, TAFTA et autres traités. Elles ne seront imposées qu'en combattant la politique tant du gouvernement que des institutions européennes.

Les banques ont le pouvoir d'immobiliser et de mobiliser toutes les ressources financières qui, pourtant, sont le produit de notre travail. Il faut leur retirer ce pouvoir exorbitant, les exproprier et instaurer un monopole bancaire, public et transparent, contrôlé en permanence démocratiquement.

De même, les grands groupes capitalistes de l'énergie, de l'agroalimentaire, de la distribution nous imposent leur productivisme destructeur. Le scandale Lactalis, après bien d'autres, montre qu'ils n'hésitent pas à poursuivre la production et la distribution de produits dangereux pour la santé. Ils doivent être expropriés et socialisés car c'est aux populations elles-mêmes de contrôler et de décider des grands choix de production, des réseaux de transport et d'énergie, de ce qui doit croître ou décroître en fonction de nos besoins réels et en préservant l'environnement et les conditions de vie des générations futures.

CHANGER LE SYSTÈME : ON NE SORTIRA PAS DES CRISES AGRICOLES SANS SORTIR DU CAPITALISME

L'agriculture doit retrouver sa fonction, qui n'est pas de faire du profit mais de nourrir les populations en qualité et en quantité. Ce qui est incompatible avec l'agro-industrie.

LES RESPONSABLES DES DIFFICULTÉS DES PAYSAN.E.S D'ICI NE SONT PAS LES PAYSAN.E.S D'AILLEURS !

Les paysan-e-s doivent pouvoir utiliser et partager leurs semences, élever des races d'animaux locales et adaptées, leur accès à la terre doit être garanti. C'est une agriculture locale dont les buts ne sont pas les exportations et la spéculation. La localisation des productions est primordiale. Ça évitera que des ingrédients fassent 3 500 km avant d'être réunis dans un pot de yaourt aux fraises ! Ou que des



LA PÊCHE MENACÉE, ELLE AUSSI !

La pêche industrielle a de graves conséquences sur les écosystèmes marins ainsi que la sécurité et la qualité alimentaires. La baisse des stocks de poissons disponibles à l'échelle mondiale n'est malheureusement qu'une des conséquences des procédés industriels de la surpêche qui menace le renouvellement des ressources marines (reproduction). Depuis des décennies, des armées de bateaux sillonnent les mers, sans arrêt. Halte aux cadences infernales à l'usine comme sur les bateaux ! Les techniques de pêche sont désastreuses pour les réserves de poissons et la biodiversité marine. Les dérives de l'aquaculture, le traitement du poisson dans la chaîne,

les conditions de travail des employé-e-s, les méthodes de vente des magasins, l'impact sur les consommateurs, ou encore la pollution... sont les désastreux symptômes d'un système où la rentabilité règne à tout prix. Ajoutons à cela l'acidification des océans, en hausse de 30 % depuis le début de la révolution industrielle, et l'augmentation de la température des eaux, les conséquences sont catastrophiques pour la vie marine et donc pour la pêche qui est une ressource essentielle à la vie de nombreuses populations des régions côtières ainsi qu'aux 25 millions de pêcheurs et aux 100 millions de familles liées à la pêche artisanale.

crevettes danoises partent au Maroc pour y être décortiquées, puis retournent au Danemark pour être acheminées vers leurs lieux de commercialisation ! L'aberrante inventivité destructrice des capitalistes n'a pas de limites. Il faut développer l'agriculture vivrière permettant la souveraineté alimentaire. C'est-à-dire que l'agriculture doit permettre aux populations de se nourrir par elles-mêmes avec les productions locales, de saison. C'est la condition pour sauver le climat et nous sauver avec. C'est l'inverse du nationalisme qui ferme les frontières aux importations mais ne renonce pas à inonder les marchés et à faire crever l'agriculture des pays du sud. Contre ceux qui affirment que le mal vient de l'étranger et des étrangers, il faut développer la coordination, la solidarité, l'action commune des producteurs-e-s pour refuser d'être mis en concurrence.

UNE AUTRE AGRICULTURE EST POSSIBLE

La préservation de l'environnement implique de cesser d'utiliser les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et de préserver la biodiversité qui est un bien meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs. Mais il ne suffit pas de parler d'agriculture bio car bio ne veut pas dire écologique. Des hectares de serres chauffées de légumes bio ne peuvent en aucun cas être une solution souhaitable, pas plus que des productions ou des élevages qui reposent sur le travail d'ouvrier-e-s agricoles dont le statut est proche de l'esclavage, ou encore des élevages hors-sol dont les aliments proviennent de l'autre bout du monde.

Une politique agricole et agroalimentaire anticapitaliste et écosocialiste offrirait un autre avenir aux salarié-e-s de la filière souvent surexploité-e-s et précarisé-e-s, avec des emplois nombreux, utiles et correctement rémunérés. Des circuits courts, de production, transformation et distribution, avec des ateliers

AIDES AUX GROS PRODUCTEURS



de fabrication et des marchés locaux sous le contrôle des producteur-e-s, permettraient la reconstitution d'un tissu économique de proximité détruit par les industries agroalimentaires et la grande distribution. La reconstitution de ceintures vivrières autour des villes, combattrait le bétonnage, rendraient les territoires urbains plus résilients et permettraient aux urbains de se reconnecter avec les rythmes naturels des productions végétales.

Un autre mode de gestion du foncier, coopératif, traiterait la terre comme un bien commun associant droit d'usage et devoir de prendre soin. Alors qu'il est urgent de changer le rapport entre les villes et les campagnes, le retour à la terre ne serait pas synonyme d'un retour au passé mais l'élaboration de formes de productions autogérées,

égalitaires et créatives, une réappropriation des savoir-faire par celles et ceux qui produisent. L'état des terres arables s'est considérablement dégradé, au point que certaines terres ne sont plus qu'un substrat minéral exigeant un apport massif d'intrants chimiques. Pour créer des systèmes agricoles réellement durables, il est indispensable de rendre sa vie au sol. C'est le but de l'agroécologie, qui recouvre des techniques comme la limitation du travail du sol, les couverts végétaux, la réintroduction des arbres au sein des cultures (agroforesterie). Il n'y a pas une agroécologie qui viendrait d'en haut, mais des agroécologies qui varient en fonction des territoires, des cultures, des modes de vie. Cela n'exclut absolument pas la recherche, mais une recherche où paysan-e-s et chercheur-e-s travaillent ensemble.



POUR PRENDRE CONTACT WWW.NPA2009.ORG

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom : Prénom :
Tél. : Mail :